



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Dalkia EN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Dalkia EN

33 place des Corolles Tour Europe TSA 12345 92400 Courbevoie

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Dalkia EN
Société par actions simplifiée

33 place des Corolles Tour Europe TSA 12345 92400 Courbevoie

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'associé unique de la société Dalkia EN,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Dalkia EN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note "Provision pour Garantie Totale" de l'annexe des comptes annuels qui expose les modalités de constitution de cette provision.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société constitue une provision pour garantie totale, tel que décrit dans la note "Provision pour Garantie Totale" de l'annexe.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation de cette provision s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la société pour identifier et évaluer le risque de mise en œuvre de la garantie totale.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 19 juin 2023

KPMG SA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Boris Tellier', with a stylized flourish at the end.

Boris TELLIER

Associé

COMPTES ANNUELS

DALKIA EN

Bilan actif

BILAN-ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires	356 579	216 275	140 304	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	356 579	216 275	140 304	0
Terrains				
Constructions	17 569	11 042	6 527	9 915
Installations techniques, matériel	2 359 722	1 428 264	931 458	1 014 052
Autres immobilisations corporelles	299 196	147 814	151 382	133 024
Immobilisations en cours	7 254		7 254	220 913
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	2 683 740	1 587 121	1 096 620	1 377 904
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				302 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	100 415		100 415	104 022
TOTAL immobilisations financières	100 415	0	100 415	406 022
Total Actif Immobilisé (II)	3 140 735	1 803 396	1 337 339	1 783 926
Matières premières, approvisionnements	465 896	279 538	186 358	279 538
En cours de production de biens	10 686 998		10 686 998	4 286 571
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	11 152 894	279 538	10 873 356	4 566 109
Avances et acomptes versés	23 394		23 394	16 060
Clients et comptes rattachés	52 015 439		52 015 439	38 044 798
Autres créances	2 886 814		2 886 814	2 547 709
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	54 925 647	0	54 925 647	40 608 567
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	1 212 852		1 212 852	
TOTAL Disponibilités	1 212 852	0	1 212 852	0
Charges constatées d'avance	177 206		177 206	213 970
Total Actif Circulant (III)	67 468 599	279 538	67 189 061	45 388 646
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	70 609 333	2 082 933	68 526 400	47 172 572

Bilan passif

BILAN-PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel dont versé : 1 103 200	1 103 200	1 103 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 505 031	1 505 031
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	110 320	83 206
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
TOTAL Réserves	110 320	83 206
Report à nouveau	488	521
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 294 670	1 640 905
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	6 013 709	4 332 863
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	332 875	282 172
Provisions pour charges	10 321	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	343 196	282 172
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 544 158	74 255
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs :	22 536 374	13 028 789
TOTAL Dettes financières	24 080 532	13 103 045
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 063 219	8 368 727
Dettes fiscales et sociales	18 356 980	16 200 058
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 780	55 095
Autres dettes	1 300 074	1 535 554
TOTAL Dettes d'exploitation	32 727 053	26 159 434
Produits constatés d'avance	5 361 910	3 295 059
TOTAL DETTES (IV)	62 169 495	42 557 537
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	68 526 400	47 172 572

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2022			31/12/2021
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services		82 307 359		82 307 359	65 416 203
Chiffres d'affaires nets		82 307 359	0	82 307 359	65 416 203
Production stockée				6 064 780	2 907 195
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation				28 255	119 938
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					126 703
Autres produits				22 569	-220 202
Total des produits d'exploitation (I)				88 422 963	68 349 836
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements (dont droits de douane)				955 380	2 339 903
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes				40 392 279	25 525 252
Impôts, taxes et versements assimilés				1 010 153	1 098 789
Salaires et traitements				30 261 526	25 132 981
Charges sociales				11 894 371	10 393 706
Dotations d'exploitation	sur Dotations aux amortissements			663 076	437 509
	immobilisations Dotations aux provisions				
	Sur actif circulant : dotations aux provisions			93 179	93 179
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			40 324	24 825
Autres charges				7 767	1 491 788
Total des charges d'exploitation (II)				85 318 055	66 537 933
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				3 104 907	1 811 903
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des produits financiers (V)				0	0
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées				15 931	11 689
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)				15 931	11 689
RÉSULTAT FINANCIER				-15 931	-11 689
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)				3 088 977	1 800 214

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	245	57
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 018 628	
Reprises sur provisions et transferts de charges	71 000	1 233 505
Total des produits exceptionnels (VII)	1 089 873	1 233 562
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 196	33 990
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	14 000	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	91 700	71 000
Total des charges exceptionnelles (VIII)	107 896	104 990
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	981 977	1 128 572
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	526 477	561 368
Impôts sur les bénéfices (X)	249 806	726 512
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	89 512 835	69 583 398
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	86 218 165	67 942 493
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	3 294 670	1 640 905

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

DALKIA EN

Notes préliminaires

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est de 68 526 399,94 € et le résultat s'élève à 3 294 670,14 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. L'annexe comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Rappel de l'activité

DALKIA EN est une Société par actions simplifiée dont le capital est de 1 103 200,00 € (divisé en 6 304 actions de 175,00 euros), domiciliée au 33 place des Corolles Tour Europe - TSA 12345 92400 COURBEVOIE.

Elle a pour activité principale l'exercice et le développement de la maintenance, des travaux, et de l'exploitation d'équipements techniques.

Faits caractéristiques

Dans le prolongement du 4ème trimestre 2021, l'année 2022 a été marquée par une très forte augmentation des prix des énergies entraînant une croissance du chiffre d'affaires et parallèlement une forte hausse des achats d'énergies. Ces hausses de prix des énergies ont débuté en septembre 2021 puis se sont accélérées après l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février 2022. Les approvisionnements de gaz russe ont été réduits de plus de 80 % cette année, entraînant une crise sans précédent sur les prix de gros des énergies comme le Gaz et l'Electricité.

Dans un objectif de simplification de l'organigramme, il a été décidé la fusion simplifiée entre les sociétés Citelum IG (société absorbée) et Dalkia EN (société absorbante) en date du 30 juin 2022 avec un effet retroactif à la fois fiscal et comptable au 1er janvier 2022.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement N°2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 4 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général et aux autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Aucun changement d'estimation ou de présentation n'est intervenu pendant l'exercice.

Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément au règlement ANC 2014-03 :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise,
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

1. Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leurs durées d'utilité estimées suivantes :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 40 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire / Dégressif	Durée d'utilité
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	4 à 12 ans

2. Immobilisations du domaine concédé

La société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé " Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI" est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Ces amortissements financiers sont inscrits au passif.

Immobilisations incorporelles

Les éléments incorporels sont évalués conformément au règlement ANC 2014-03 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titres onéreux, dans les conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires).

Elles sont principalement composées :

- de logiciels , amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis et de licences amorties entre 3 et 5 ans.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Brevets	Linéaire	4 ans
Logiciels	Linéaire	5 ans

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur comptable des titres de participations est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

A toute autre date, les titres de participations sont évalués à leur valeur d'usage pour la société déterminée en fonction de critères fondés sur la rentabilité et les perspectives de développement, sur le patrimoine, sur la valeur boursière des titres détenus, le cas échéant. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

Elles sont constituées par les dépôts et cautionnements versés.

Stocks et en-cours de production

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations ; et le cas échéant, par les en cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours de production sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des travaux terminés non facturés.

Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations gérées et qui seront prises en charges par les compagnies d'assurance concernées.

Provisions pour risques et charges

Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui lui sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par la société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance conclues à cet effet. La part non couverte, correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie, fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers.

Provision pour Garantie Totale

Dans le cadre de ses obligations contractuelles d'exploitant, la société prend en charge le renouvellement, pendant toute la durée du contrat, des installations qui lui sont confiées.

A ce titre, elle porte au passif une provision pour risques contractuels dite "provision pour garantie totale". Les dotations aux provisions pour risques et charges contractuels sont déterminées notamment en fonction des hypothèses relatives aux durées d'utilisation, aux valeurs comptables et aux valeurs de remplacement des installations renouvelables sur la durée des contrats.

Au 31/12/2022 le montant de la provision s'élève à 10.3 milliers d'euros.

Produits constatés d'avance

Ils correspondent en règle générale à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

Opérations à long terme

Les opérations à long terme sont comptabilisées suivant la méthode :

- de l'achèvement des travaux : pour les travaux ponctuels à bon de commande que nous regroupons dans l'activité P6. Gestion de travaux et en cours avec prise en compte de la marge à l'achèvement de ces travaux.
- de la facturation au fur et à mesure de l'avancement des travaux : concernant le projet TAC (Remplacement de Turbine à Combustion)

Autres éléments d'information

Rémunérations allouées aux membres de Direction

Il n'a pas été versé de rémunération aux membres des organes de Direction au cours de l'exercice.

Engagements Hors Bilan

Engagements de retraite

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables.

Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon des unités de crédit projetées, qui tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 1.6 %, d'un âge de départ à la retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EDF.

Identité de la société consolidante et tête de Groupe de l'Intégration fiscale

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

Depuis le 1er janvier 2019, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivants du CGI).

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
EDF SA - 22 Avenue de Wagram 75008 PARIS	SA	1 943 859 210 €	100%

Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives réalisées par la société avec des parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Evènements post-clôture significatifs

Néant.

Compléments d'informations relatives à l'annexe

DALKIA EN

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
				Réévaluation	Acqu. et apports	
Frais d'établissement et de développement (I)						
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)					356 579	
Terrains						
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui		17 049		520	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels			1 991 867		367 856	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		85 052			
	Matériel de transport				67 119	
	Matériel de bureau et mobilier informatique		134 376		12 649	
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours			220 913		7 254	
Avances et acomptes						
TOTAL (III)			2 449 256	0	455 397	
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations			302 000			
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières			104 022		3 329	
TOTAL (IV)			406 022	0	3 329	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			2 855 278	0	815 305	
Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Réévaluation	
			Virement	Cession		Valeur brute à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)						
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)					356 579	
Terrains						
Constructions	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui				17 569	
	Inst. générales et aménagements					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					2 359 722	
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales et aménagements				85 052	
	Matériel de transport				67 119	
	Matériel de bureau et mobilier informatique				147 025	
	Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours			220 913		7 254	
Avances et acomptes						
TOTAL (III)			220 913	0	2 683 740	0
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations				302 000		
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières				6 936	100 415	
TOTAL (IV)			0	308 936	100 415	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			220 913	308 936	3 140 735	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)					216 275		216 275
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui			7 133	3 908		11 042
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages				977 814	450 450		1 428 264
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers			37 687	17 686		55 373
	Matériel de transport				16 200		16 200
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			48 717	27 524		76 241
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)				1 071 352	515 769	0	1 587 121
TOTAL GENERAL (I + II + III)				1 071 352	732 044	0	1 803 396
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres							
TOTAL		0	0	0	0	0	0
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige				
Frais de développement				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations		10 321		10 321
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	282 172	121 703	71 000	332 875
TOTAL (II)	282 172	132 024	71 000	343 196
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	186 358	93 179		279 538
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	186 358	93 179	0	279 538
TOTAL GENERAL (I + II + III)	468 530	225 203	71 000	622 734
Dont dotations et reprises d'exploitation		133 503		
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		91 700	71 000	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations							
Prêts							
Autres immos financières				100 415		100 415	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				100 415	0	100 415	
Clients douteux ou litigieux							
Autres créances clients				52 015 439	52 015 439		
Créances représentatives de titres prêtés							
Personnel et comptes rattachés				97 789	97 789		
Securité sociale et autres organismes sociaux							
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices			437 186	437 186		
	Taxe sur la valeur ajoutée			1 883 513	1 883 513		
	Autres impôts			19 920	19 920		
	Etat - divers						
Groupes et associés							
Débiteurs divers				448 406	448 406		
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				54 902 253	54 902 253	0	
Charges constatées d'avance				177 206	177 206		
TOTAL DES CREANCES				55 179 874	55 079 458	100 415	
Prêts accordés en cours d'exercice							
Remboursements obtenus en cours d'exercice							
Prêts et avances consentis aux associés							
Cadre B	Etat des dettes			Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles							
Autres emprunts obligataires							
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				1 544 158	1 544 158		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine							
Emprunts et dettes financières divers							
Fournisseurs et comptes rattachés				13 063 219	13 063 219		
Personnel et comptes rattachés				5 286 635	5 286 635		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				4 170 977	4 170 977		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices						
	Taxe sur la valeur ajoutée			8 663 692	8 663 692		
	Obligations cautionnées						
	Autres impôts			235 677	235 677		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				6 780	6 780		
Groupes et associés				22 536 374	22 536 374		
Autres dettes				1 300 074	1 300 074		
Dette représentative de titres empruntés							
Produits constatés d'avance				5 361 910	5 361 910		
TOTAL DES DETTES				62 169 495	62 169 495	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice					Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice							

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distrib. Dividendes	Affectation résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	1 103 200						1 103 200
Primes d'émission, de fusion...	1 505 031						1 505 031
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	83 206	27 114					110 320
Réserves statutaires							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	521	1 613 791		1 613 824			488
Résultat de l'exercice	1 640 905	3 294 670	1 640 905				3 294 670
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 332 863	4 935 575	1 640 905	1 613 824	0	0	6 013 709

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	4 927 903
Dettes fiscales et sociales	6 830 019
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	2 640
Autres dettes	1 293 584
Total	13 054 146

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances clients et comptes rattachés	12 661 753
Autres créances	424 667
Total	13 086 420

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2022	31/12/2021	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			0%
Production vendue biens			0%
Production vendue services	82 307 359	65 416 203	26%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	82 307 359	65 416 203	26%
Chiffres d'affaires nets-Export			0%
Chiffres d'affaires nets	82 307 359	65 416 203	26%

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Provisions prud'hommales	86 700	71 000
Amendes penales	750	
Dommage et intérêt prud'homaux	9 000	
boni fusion Citelum IG		1 018 627
Provision sinistre	10 000	
Divers	1 446	246
TOTAL	107 896	1 089 873

Effectif moyen par catégorie

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
Effectif	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Cadres	118	98	5	5	123	103
Employés et Agents de maîtrise	535	477		1	535	478
Ouvriers	48	28			48	28
Autres						
TOTAL	701	603	5	6	706	609

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat après impôt
Résultat courant	3 088 977	308 239	2 780 738
Résultat exceptionnel	981 977	-3 517	985 494
Participation des salariés	-526 477	-54 915	-471 562
TOTAL	3 544 476	249 806	3 294 670

DALKIA EN
Société par Actions Simplifiée au capital de 1 103 200 euros
Tour Europe – 33 place des Corolles – TSA 77655
92099 Paris La Défense Cedex
798 025 276 RCS Nanterre
(la « Société »)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU
28 JUIN 2023

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2022 de 3 294 670,14 € de la façon suivante :

- Le bénéfice de l'exercice 3 294 670,14 €
- Augmenté du compte de report à nouveau de..... 488,14 €
- Forme un bénéfice distribuable..... 3 295 158,28 €

Affecté

- à titre de dividende à l'associé unique..... 3 290 688,00 €
- au compte de report à nouveau..... 4 470,28 €

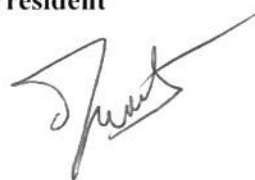
Les dividendes pour cet exercice sont fixés à 522 € par action pour chacune des 6 304 actions de la Société.

Les dividendes seront mis en paiement à compter du jour de la présente décision, jusqu'au 30 septembre 2023 au plus tard.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, le Président rappelle qu'au titre des trois précédents exercices il a été distribué les dividendes suivants :

	2019	2020	2021
Montant du dividende global distribué	655 616 €	895 168 €	1 613 824 €
Dividende par action	104 €	142 €	256 €

Certifie conforme par
Le Président



ETATS FINANCIERS

DALKIA EN

Société par actions simplifiée

33 place des Corolles Tour Europe - TSA 12345 92400 COURBEVOIE

31/12/2022

Certifié conforme

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. J. J.' followed by a horizontal line.

Sommaire

Interc1.....	3
Bilan actif.....	4
Bilan passif.....	5
Compte de résultat.....	6
Compte de résultat (suite).....	7
Interc2.....	8
Notes préliminaires.....	9
Rappel de l'activité.....	9
Faits caractéristiques.....	9
Règles et méthodes comptables.....	9
Immobilisations corporelles.....	10
Immobilisations incorporelles.....	10
Immobilisations financières.....	11
Stocks et en-cours de production.....	11
Créances.....	11
Charges constatées d'avance.....	12
Provisions pour risques et charges.....	12
Produits constatés d'avance.....	12
Opérations à long terme.....	13
Autres éléments d'information.....	14
Rémunérations allouées aux membres de Direction.....	14
Engagements Hors Bilan.....	14
Honoraires des Commissaires aux comptes.....	14
Identité de la société consolidante et tête de Groupe de l'Intégration fiscale.....	14
Transactions avec les parties liées.....	14
Evènements post-clôture significatifs.....	14
Immobilisations.....	16
Amortissements.....	17
Provisions inscrites au Bilan.....	18
Etats des échéances des créances et des dettes.....	19
Variation des capitaux propres.....	20
Charges à payer.....	20
Produits à recevoir.....	20
Ventilation du chiffre d'affaires.....	21
Charges et produits exceptionnels.....	21
Effectif moyen par catégorie.....	21
Répartition de l'impôt sur les bénéfices.....	22
Interc4.....	23
Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices.....	24

COMPTES ANNUELS

DALKIA EN

Bilan actif

BILAN-ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	356 579	216 275	140 304	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	356 579	216 275	140 304	0
Terrains				
Constructions	17 569	11 042	6 527	9 915
Installations techniques, matériel	2 359 722	1 428 264	931 458	1 014 052
Autres immobilisations corporelles	299 196	147 814	151 382	133 024
Immobilisations en cours	7 254		7 254	220 913
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	2 683 740	1 587 121	1 096 620	1 377 904
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				302 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	100 415		100 415	104 022
TOTAL immobilisations financières	100 415	0	100 415	406 022
Total Actif Immobilisé (II)	3 140 735	1 803 396	1 337 339	1 783 926
Matières premières, approvisionnements	465 896	279 538	186 358	279 538
En cours de production de biens	10 686 998		10 686 998	4 286 571
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	11 152 894	279 538	10 873 356	4 566 109
Avances et acomptes versés	23 394		23 394	16 060
Clients et comptes rattachés	52 015 439		52 015 439	38 044 798
Autres créances	2 886 814		2 886 814	2 547 709
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	54 925 647	0	54 925 647	40 608 567
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	1 212 852		1 212 852	
TOTAL Disponibilités	1 212 852	0	1 212 852	0
Charges constatées d'avance	177 206		177 206	213 970
Total Actif Circulant (III)	67 468 599	279 538	67 189 061	45 388 646
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	70 609 333	2 082 933	68 526 400	47 172 572

Bilan passif

BILAN-PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel dont versé : 1 103 200	1 103 200	1 103 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 505 031	1 505 031
Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	110 320	83 206
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
TOTAL Réserves	110 320	83 206
Report à nouveau	488	521
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 294 670	1 640 905
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	6 013 709	4 332 863
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	332 875	282 172
Provisions pour charges	10 321	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	343 196	282 172
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 544 158	74 255
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs :	22 536 374	13 028 789
TOTAL Dettes financières	24 080 532	13 103 045
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 063 219	8 368 727
Dettes fiscales et sociales	18 356 980	16 200 058
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 780	55 095
Autres dettes	1 300 074	1 535 554
TOTAL Dettes d'exploitation	32 727 053	26 159 434
Produits constatés d'avance	5 361 910	3 295 059
TOTAL DETTES (IV)	62 169 495	42 557 537
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	68 526 400	47 172 572

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2022			31/12/2021
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	82 307 359		82 307 359	65 416 203
Chiffres d'affaires nets	82 307 359	0	82 307 359	65 416 203
Production stockée			6 064 780	2 907 195
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			28 255	119 938
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				126 703
Autres produits			22 569	-220 202
Total des produits d'exploitation (I)			88 422 963	68 349 836
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (dont droits de douane)			955 380	2 339 903
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			40 392 279	25 525 252
Impôts, taxes et versements assimilés			1 010 153	1 098 789
Salaires et traitements			30 261 526	25 132 981
Charges sociales			11 894 371	10 393 706
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	663 076	437 509
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	93 179	93 179
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	40 324	24 825
Autres charges			7 767	1 491 788
Total des charges d'exploitation (II)			85 318 055	66 537 933
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			3 104 907	1 811 903
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			0	0
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			15 931	11 689
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			15 931	11 689
RÉSULTAT FINANCIER			-15 931	-11 689
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			3 088 977	1 800 214

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	245	57
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 018 628	
Reprises sur provisions et transferts de charges	71 000	1 233 505
Total des produits exceptionnels (VII)	1 089 873	1 233 562
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 196	33 990
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	14 000	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	91 700	71 000
Total des charges exceptionnelles (VIII)	107 896	104 990
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	981 977	1 128 572
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	526 477	561 368
Impôts sur les bénéfices (X)	249 806	726 512
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	89 512 835	69 583 398
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	86 218 165	67 942 493
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	3 294 670	1 640 905

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

DALKIA EN

Notes préliminaires

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est de 68 526 399,94 € et le résultat s'élève à 3 294 670,14 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. L'annexe comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Rappel de l'activité

DALKIA EN est une Société par actions simplifiée dont le capital est de 1 103 200,00 € (divisé en 6 304 actions de 175,00 euros), domiciliée au 33 place des Corolles Tour Europe - TSA 12345 92400 COURBEVOIE.

Elle a pour activité principale l'exercice et le développement de la maintenance, des travaux, et de l'exploitation d'équipements techniques.

Faits caractéristiques

Dans le prolongement du 4ème trimestre 2021, l'année 2022 a été marquée par une très forte augmentation des prix des énergies entraînant une croissance du chiffre d'affaires et parallèlement une forte hausse des achats d'énergies. Ces hausses de prix des énergies ont débuté en septembre 2021 puis se sont accélérées après l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février 2022. Les approvisionnements de gaz russe ont été réduits de plus de 80 % cette année, entraînant une crise sans précédent sur les prix de gros des énergies comme le Gaz et l'Electricité.

Dans un objectif de simplification de l'organigramme, il a été décidé la fusion simplifiée entre les sociétés Citelum IG (société absorbée) et Dalkia EN (société absorbante) en date du 30 juin 2022 avec un effet retroactif à la fois fiscal et comptable au 1er janvier 2022.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement N°2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 4 novembre 2016 relatif au Plan Comptable Général et aux autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Aucun changement d'estimation ou de présentation n'est intervenu pendant l'exercice.

Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément au règlement ANC 2014-03 :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise,
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

1. Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leurs durées d'utilité estimées suivantes :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 40 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire / Dégressif	Durée d'utilité
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	4 à 12 ans

2. Immobilisations du domaine concédé

La société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé " Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI" est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Ces amortissements financiers sont inscrits au passif.

Immobilisations incorporelles

Les éléments incorporels sont évalués conformément au règlement ANC 2014-03 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titres onéreux, dans les conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires).

Elles sont principalement composées :

- de logiciels , amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis et de licences amorties entre 3 et 5 ans.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Brevets	Linéaire	4 ans
Logiciels	Linéaire	5 ans

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur comptable des titres de participations est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

A toute autre date, les titres de participations sont évalués à leur valeur d'usage pour la société déterminée en fonction de critères fondés sur la rentabilité et les perspectives de développement, sur le patrimoine, sur la valeur boursière des titres détenus, le cas échéant. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

Elles sont constituées par les dépôts et cautionnements versés.

Stocks et en-cours de production

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations ; et le cas échéant, par les en cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours de production sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des travaux terminés non facturés.

Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations gérées et qui seront prises en charges par les compagnies d'assurance concernées.

Provisions pour risques et charges

Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui lui sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par la société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance conclues à cet effet. La part non couverte, correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie, fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers.

Provision pour Garantie Totale

Dans le cadre de ses obligations contractuelles d'exploitant, la société prend en charge le renouvellement, pendant toute la durée du contrat, des installations qui lui sont confiées.

A ce titre, elle porte au passif une provision pour risques contractuels dite "provision pour garantie totale". Les dotations aux provisions pour risques et charges contractuels sont déterminées notamment en fonction des hypothèses relatives aux durées d'utilisation, aux valeurs comptables et aux valeurs de remplacement des installations renouvelables sur la durée des contrats.

Au 31/12/2022 le montant de la provision s'élève à 10.3 milliers d'euros.

Produits constatés d'avance

Ils correspondent en règle générale à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

Opérations à long terme

Les opérations à long terme sont comptabilisées suivant la méthode :

- de l'achèvement des travaux : pour les travaux ponctuels à bon de commande que nous regroupons dans l'activité P6. Gestion de travaux et en cours avec prise en compte de la marge à l'achèvement de ces travaux.
- de la facturation au fur et à mesure de l'avancement des travaux : concernant le projet TAC (Remplacement de Turbine à Combustion)

Autres éléments d'information

Rémunérations allouées aux membres de Direction

Il n'a pas été versé de rémunération aux membres des organes de Direction au cours de l'exercice.

Engagements Hors Bilan

Engagements de retraite

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables.

Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon des unités de crédit projetées, qui tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 1,6 %, d'un âge de départ à la retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EDF.

Identité de la société consolidante et tête de Groupe de l'Intégration fiscale

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

Depuis le 1er janvier 2019, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivants du CGI).

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
EDF SA - 22 Avenue de Wagram 75008 PARIS	SA	1 943 859 210 €	100%

Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives réalisées par la société avec des parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Evènements post-clôture significatifs

Néant.

Compléments d'informations relatives à l'annexe

DALKIA EN

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)					356 579
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui		17 049		520
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels			1 991 867		367 856
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		85 052		
	Matériel de transport				67 119
	Matériel de bureau et mobilier informatique		134 376		12 649
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			220 913		7 254
Avances et acomptes					
TOTAL (III)			2 449 256	0	455 397
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			302 000		
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			104 022		3 329
TOTAL (IV)			406 022	0	3 329
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			2 855 278	0	815 305

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				356 579	
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui			17 569	
	Inst. générales et aménagements				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				2 359 722	
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales et aménagements			85 052	
	Matériel de transport			67 119	
	Matériel de bureau et mobilier informatique			147 025	
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		220 913		7 254	
Avances et acomptes					
TOTAL (III)		220 913	0	2 683 740	0
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations			302 000		
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			6 936	100 415	
TOTAL (IV)		0	308 936	100 415	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		220 913	308 936	3 140 735	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			216 275		216 275		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	7 133	3 908		11 042		
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages		977 814	450 450		1 428 264		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	37 687	17 686		55 373		
	Matériel de transport		16 200		16 200		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	48 717	27 524		76 241		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		1 071 352	515 769	0	1 587 121		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		1 071 352	732 044	0	1 803 396		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M. Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres							
TOTAL		0	0	0	0	0	0
Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige				
Frais de développement				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations		10 321		10 321
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	282 172	121 703	71 000	332 875
TOTAL (II)	282 172	132 024	71 000	343 196
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	186 358	93 179		279 538
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	186 358	93 179	0	279 538
TOTAL GENERAL (I + II + III)	468 530	225 203	71 000	622 734
Dont dotations et reprises d'exploitation		133 503		
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		91 700	71 000	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts						
Autres immos financières				100 415		100 415
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				100 415	0	100 415
Clients douteux ou litigieux						
Autres créances clients				52 015 439	52 015 439	
Créances représentatives de titres prêtés						
Personnel et comptes rattachés				97 789	97 789	
Securité sociale et autres organismes sociaux						
		Impôts sur les bénéfices		437 186	437 186	
Etat et autres collectivités		Taxe sur la valeur ajoutée		1 883 513	1 883 513	
		Autres impôts		19 920	19 920	
		Etat - divers				
Groupes et associés						
Débiteurs divers				448 406	448 406	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				54 902 253	54 902 253	0
Charges constatées d'avance				177 206	177 206	
TOTAL DES CREANCES				55 179 874	55 079 458	100 415
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			1 544 158	1 544 158		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers						
Fournisseurs et comptes rattachés			13 063 219	13 063 219		
Personnel et comptes rattachés			5 286 635	5 286 635		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			4 170 977	4 170 977		
		Impôts sur les bénéfices				
Etat et autres collectivités publiques		Taxe sur la valeur ajoutée		8 663 692	8 663 692	
		Obligations cautionnées				
		Autres impôts		235 677	235 677	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			6 780	6 780		
Groupes et associés			22 536 374	22 536 374		
Autres dettes			1 300 074	1 300 074		
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance			5 361 910	5 361 910		
TOTAL DES DETTES			62 169 495	62 169 495	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distrib. Dividendes	Affectation résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	1 103 200						1 103 200
Primes d'émission, de fusion...	1 505 031						1 505 031
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	83 206	27 114					110 320
Réserves statutaires							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	521	1 613 791		1 613 824			488
Résultat de l'exercice	1 640 905	3 294 670	1 640 905				3 294 670
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 332 863	4 935 575	1 640 905	1 613 824	0	0	6 013 709

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	4 927 903
Dettes fiscales et sociales	6 830 019
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	2 640
Autres dettes	1 293 584
Total	13 054 146

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances clients et comptes rattachés	12 661 753
Autres créances	424 667
Total	13 086 420

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2022	31/12/2021	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises			0%
Production vendue biens			0%
Production vendue services	82 307 359	65 416 203	26%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	82 307 359	65 416 203	26%
Chiffres d'affaires nets-Export			0%
Chiffres d'affaires nets	82 307 359	65 416 203	26%

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Provisions prud'hommales	86 700	71 000
Amendes pénales	750	
Dommage et intérêt prud'hommaux	9 000	
boni fusion Citelum IG		1 018 627
Provision sinistre	10 000	
Divers	1 446	246
TOTAL	107 896	1 089 873

Effectif moyen par catégorie

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Cadres	118	98	5	5	123	103
Employés et Agents de maîtrise	535	477		1	535	478
Ouvriers	48	28			48	28
Autres						
TOTAL	701	603	5	6	706	609

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat après impôt
Résultat courant	3 088 977	308 239	2 780 738
Résultat exceptionnel	981 977	-3 517	985 494
Participation des salariés	-526 477	-54 915	-471 562
TOTAL	3 544 476	249 806	3 294 670

Informations complémentaires

DALKIA EN

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Etabli en Euros					
Nature des indications	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
I. Capital en fin d'exercice					
a) Capital social	647 500	1 103 200	1 103 200	1 103 200	1 103 200
b) Nombre d'actions ordinaires existantes	3 700	6 304	6 304	6 304	6 304
c) Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
d-1) par conversion d'obligations					
d-2) par exercice de droits de souscription					
II. Résultat de l'exercice					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	853 375	41 821 549	54 782 491	65 416 203	82 307 359
b) Résultat avant impôts et charges calculées	52 427	1 659 368	2 296 546	2 229 050	4 888 233
c) Impôt sur les bénéfices	10 559	440 120	421 920	726 512	249 806
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice		286 578	308 263	561 368	526 477
e) Dotations aux amortissements et provisions		239 912	627 888	-699 735	817 279
f) Résultat après impôts et charges calculées	41 868	692 758	938 475	1 640 905	3 294 670
g) Résultat distribué au titre de l'exercice	29 600	655 616	895 168	1 613 824	
III. Résultat par action					
a) Résultat après impôts mais avant charges calculées	11	148	248	149	652
b) Résultat après impôts et charges calculées	11	110	149	260	523
c) Dividende ordinaire net attribué à chaque action	8	104	142	256	
IV. Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés	4	214	471	602	701
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	217 642	14 680 043	19 868 601	25 132 981	30 261 526
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...)	99 710	6 144 988	8 136 728	10 393 706	11 894 371